



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 25/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CIC**

126A route de canteloup  
33750 Beychac-Et-Caillau

Références : 2025\_207  
Code AIOT : 0005205783

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement CIC implanté 126 A Route de Canteloup 33750 Beychac-et-Caillau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite de surveillance a été réalisée suite aux modifications intervenues sur site et ayant donné lieu à un arrêté préfectoral complémentaire, en date du 31 juillet 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CIC
- 126 A Route de Canteloup 33750 Beychac-et-Caillau
- Code AIOT : 0005205783

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CIC (Compagnie Industrielle et Commerciale), filiale du groupe ACTURA, exerce une activité de négoce de produits phytosanitaires, d'engrais et de gammes de palissage destinés aux professionnels de l'agriculture et des espaces verts.

L'établissement situé sur la commune de Beychac-et-Caillau est ouvert du lundi au jeudi 8h-12h / 14h-18h et le vendredi de 8h-12 / 14-17h.

La société CIC est autorisée par arrêté préfectoral du 4 juillet 2005 pour son installation située sur la commune de Beychac-et-Caillau.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Gardiennage et contrôle d'accès au site	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
8	Entretien de la zone de stockage	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.4	Demande d'action corrective	15 jours
9	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 1.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Murs REI et portes EI	Arrêté Préfectoral du 04/07/2004, article 33.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Plan d'opération interne - stockage engrais à base de nitrates d'ammonium	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 34.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
17	Entretien des décanteurs-séparateurs hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Classement rubrique 2925	Code de l'environnement du 13/03/2025, article R511-9, Annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions sonores matériel utilisé	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe Point 2.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Travaux foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Susceptible de suites	Sans objet
3	Risque foudre - mise à jour	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 12.3	/	Sans objet
4	Vérification foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
5	Disposition des stockages - engrais 4702-I-II-b	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.2	/	Sans objet
6	Types de stockages et incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.3	/	Sans objet
10	Lutte incendie et prévention	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.5	/	Sans objet
12	Détection incendie pour le stockage d'engrais à base de nitrates d'ammonium	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 33.5	/	Sans objet
13	Travaux - permis feu	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.6	/	Sans objet
14	Plan du site	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 12.1	/	Sans objet
16	Plan d'opération interne - exercices	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 34.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant qu'il apporte des éléments complémentaires et qu'il procède à quelques actions correctives, notamment en ce qui concerne la procédure en mode dégradé,

l'entretien de la zone de stockage, les plans des stockages d'engrais à base de nitrates d'ammonium ainsi que la vérification du décanteur-séparateur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Emissions sonores matériel utilisé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe Point 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Métrologie Légale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les mesures de simple contrôle de conformité peuvent être effectuées avec un appareillage de mesure de classe 2, répondant aux spécifications du point 6.1.1 de la norme et permettant d'utiliser la technique des niveaux équivalents courts. Cet appareillage doit en outre être conforme aux dispositions légales en matière de métrologie légale applicables aux sonomètres. L'appareil doit porter la marque de vérification périodique attestant sa conformité.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat du 19 janvier 2022</b> Document consulté : Rapport mesure de bruit du 2 novembre 2021 de la société COUDRON.</p> <p>D'après le rapport de mesure de bruit transmis, les appareils utilisés pour la mesure sont : - Sonomètre-analyseur Type 2250 Light de numéro de série 3 010 164, - Sonomètre-analyseur Type 2250 Light de numéro de série 3 028 241,</p> <p>Écart susceptible de suites 5 : L'analyse du rapport ne permet pas à ce stade de déterminer, si les appareils sont conformes aux dispositions légales en Métrologie Légale. L'exploitant transmet les éléments attestant de la conformité des appareils utilisés (photocopie des carnets métrologiques précisant l'identification de l'appareil et la date de la dernière vérification périodique).</p> <p><b>Constat du 24 avril 2023</b> L'inspection des installations classées est dans l'attente des éléments demandés à la société COUDRON afin de lever cet écart.</p> <p>Pour rappel, il convient de transmettre à l'inspection des installations classées, les éléments suivants : - photo ou photocopie du carnet métrologique (page avec le numéro de série + page de la dernière intervention), - photo de la plaque d'identification du sonomètre (avec le numéro de série), - photo de la marque de contrôle en service (vignette verte).</p> <p>D'après l'entreprise COUDRON, prestataire qui est intervenu pour réaliser la mesure du bruit, ces</p>

éléments pourront être transmis à compter de mi-septembre.

#### **Constat du 13 mars 2025**

Il apparaît des différents échanges avec le prestataire ayant réalisé l'intervention qu'une vérification primitive des instruments neufs a été réalisée par le fabricant (Brüel Kjaer) et bien qu'il s'agisse d'une réglementation nationale (non MID : Measuring instruments) pour les sonomètres, une équivalence semble admise, après vérification auprès des services compétents, concernant cette vérification primitive des instruments neufs.

**Par conséquent, compte tenu des éléments transmis ce point est levé.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Lors de la prochaine campagne de mesure de bruit (courant de l'année 2026), l'exploitant s'assurera que les sonomètres portent la marque de vérification périodique (vignette verte visible sur l'appareil) et qu'ils sont à jour de leurs contrôles périodiques en s'aidant, par exemple, du carnet métrologique afin d'éviter que le prestataire utilise des moyens étalons qui ne sont plus à jour de contrôle périodique.

Pour rappel, l'article 5 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1989 (NOR : INDD8900819A) relatif à la construction et au contrôle des sonomètres indique que la vérification périodique est effectuée par un laboratoire agréé à cet effet par le Préfet et l'article 16, de ce même arrêté, dispose que le carnet métrologique **accompagne** le sonomètre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Travaux foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels, Travaux

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

#### **Constats :**

**Constat du 8 décembre 2020**

FNC 3 : Le site ne dispose pas de protection contre la foudre de niveau II, III et IV comme le prévoit l'analyse du risque foudre (ARF) en date du 1er octobre 2010.

Point relevant de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 4 mai 2021.

### **Constat du 19 janvier 2022**

Documents consultés :

- Rapport de l'analyse du risque foudre en date du 23 mars 2021 par l'APAVE.
- Rapport de l'étude technique foudre en date du 18 mai 2021 par l'APAVE.

D'après le nouveau rapport d'analyse du risque foudre et de l'étude technique foudre, des points relatifs à la protection foudre sont absents. En effet, d'après le rapport d'analyse du risque foudre, le bâtiment principal et le hangar ne sont pas suffisamment protégés. En outre, le bâtiment principal nécessite un SPF de niveau I et le hangar un SPF de niveau II. Enfin, l'étude technique foudre mentionne 8 points dont les travaux restent à faire.

A ce stade, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments supplémentaires quant aux travaux déjà réalisés pour la protection de l'installation et l'échéancier prévu pour leur réalisation.

L'écart de l'inspection du 8 décembre 2020 est maintenu. Toutefois, compte tenu de la réalisation d'une nouvelle analyse de risque foudre et étude technique foudre en 2021, l'inspection ne propose pas à ce stade de sanctions, à Madame La Préfète, envers la société CIC.

Écart non levé.

L'exploitant précise, dans les 15 jours, un échéancier de mise en place des protections nécessaires. En outre, il informe l'inspection, sans délais, lors de leur mise en place.

### **Constat du 24 avril 2023**

Documents consultés :

- Attestation de réalisation de travaux de la société EGFM, en date du 28 mars 2022,
- Rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre en date du 6 avril 2023.

La société EGFM a indiqué avoir procédé aux travaux de mise en conformité de l'installation de protection contre la foudre, le 28 mars 2023. Toutefois, le rapport de la société SOCOTEC, du 6 avril 2023, indique que le parafoudre du bâtiment indispensable ne dispose pas des bonnes caractéristiques et que le compteur foudre du bâtiment hangar ne fonctionne plus. A ce stade, l'inspection des installations classées ne peut lever l'écart du 8 décembre 2020. Néanmoins, compte tenu des travaux réalisés par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de sanction administrative à Monsieur Le Préfet.

### **Constat du 13 mars 2025**

Par mail, en date du 13 juin 2023, l'exploitant a transmis des documents précisant que les deux non-conformités relevées dans le rapport de la société SOCOTEC, en date du 6 avril 2023, ont été corrigées par la société EGFM.

Compte tenu des éléments transmis ce point est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Risque foudre - mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 12.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Arrêté préfectoral complémentaire du 31 juillet 2023</b></p> <p>A la date de la mise en exploitation des nouveaux stockages, l'analyse du risque foudre et l'étude technique sont à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p><b>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...].</p> <p>Cette analyse est systématiquement <b>mise à jour à l'occasion de modifications substantielles</b> au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les modifications apportées à l'installation, à savoir le déplacement du stockage des engrais à base de nitrates d'ammonium, sont considérées comme une modification notable, mais non substantielle.</p> <p>Par conséquent, la mise à jour de l'analyse du risque foudre n'est pas nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Vérification foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des protections
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...].</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...].</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Document consulté : rapport de vérification complète des installations de protection foudre de la société Bureau Veritas Exploitation SAS, en date du 11 février 2025.</p> <p>Le rapport de vérification complète des installations de protection foudre indique que les protections foudre sont satisfaisantes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Disposition des stockages - engrais 4702-I-II-b**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disposition des stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les engrais à bases de nitrates d'ammonium relevant de la rubrique 4702-I-II-b de la nomenclature des installations classées sont stockés en îlots de 30 tonnes au maximum séparés par une distance de 5 mètres au minimum. Le stockage se fait sur un sol en béton.</p> <p>La hauteur maximale des stockages, dans ces îlots, est de 6 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté, sous le auvent dont le sol est bétonné, la présence d'un seul îlot de stockage d'engrais à base de nitrates d'ammonium.</p> <p>D'après les éléments du registre, le stock des engrais classés au titre de la rubrique 4702 de la nomenclature des installations classées était d'environ 14 tonnes, le jour de la visite d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Types de stockages et incompatibilités**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Seuls des engrais à base de nitrates d'ammonium relevant de la rubrique 4702-I-II-b de la nomenclature des installations classées et des engrais non classées sont stockés sous le hangar.</p> <p>Il est interdit de stocker, sous le hangar et dans sa périphérie, des produits incompatibles avec le nitrate d'ammonium (substances dégageant une chaleur importante en présence d'humidité comme la chaux vive, liquides corrosifs, gaz liquéfiés, produits phytosanitaires, liquides inflammables, solides inflammables, produits organiques combustibles, produits provoquant des dégagements d'ammoniac avec les engrais, tout matériaux combustibles comme les palettes...).</p>

<p>Les engrais sont entreposés en sacs ou big-bag ou autre contenants du même type compatibles avec le stockage d'engrais. Le stockage en vrac des engrais est interdit.</p> <p>Il est interdit de stationner des véhicules ou autre engins motorisés à proximité du hangar.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 3 mars 2025, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de produits incompatibles avec le nitrate d'ammonium (substances dégageant une chaleur importante en présence d'humidité comme la chaux vive, liquides corrosifs, gaz liquéfiés, produits phytosanitaires, liquides inflammables, solides inflammables, produits organiques combustibles, produits provoquant des dégagements d'ammoniac avec les engrais, tout matériaux combustibles comme les palettes...) présent sous le hangar.</p> <p>En outre, les engrais étaient entreposés en sacs et aucun engin motorisé n'était stationné à proximité du hangar.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Gardiennage et contrôle d'accès au site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, télésurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose d'un système de télésurveillance relié à une société de sécurité permettant d'alerter le personnel d'astreinte en dehors des heures d'ouvertures du site.</p> <p>Afin d'éviter toute intrusion, les clôtures sont équipées d'un système d'alarme intrusion avec capteurs infrarouges ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le système de télésurveillance couvre le hangar ouvert contenant les stockages des engrais à base de nitrates d'ammonium et les autres zones à risques identifiées par l'exploitant dans son étude de dangers ainsi que les entrées du site.</p> <p>En cas de panne réseau ou tout autre raison entraînant l'indisponibilité de la télésurveillance, l'exploitant met en place une surveillance physique sur site afin d'assurer le gardiennage et le contrôle d'accès.</p> <p>En cas de coupure électrique entraînant une indisponibilité des systèmes anti-intrusions et de la télésurveillance évoquée au paragraphe précédent, l'exploitant met en place une surveillance physique sur site afin d'assurer le gardiennage et le contrôle d'accès.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté, sur son téléphone portable, le système de télésurveillance. Le système de télésurveillance, d'après les indications de l'exploitant, est en capacité de détecter une intrusion sur site ou la présence humaine (thermique) dans les zones de dangers.</p>

L'inspection a constaté que les caméras couvrent visuellement la zone de stockage des engrais à base de nitrates d'ammonium.

L'exploitant a indiqué que le système de surveillance dispose d'une autonomie électrique en cas de coupure assurée par des onduleurs. En outre, en cas de coupure du réseau fibre, un relais est assuré par le réseau 4G.

Enfin, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées sa procédure de fonctionnement en mode dégradé. Celle-ci indique qu'en cas de dysfonctionnement, un agent de sécurité de la société LYNX réalise des rondes en se déplaçant sur site toutes les 3 heures.

Le POI (Plan d'Opération Interne) prévoit qu'en cas de détection d'intrusion, la télésurveillance fait intervenir une société de sécurité et qu'un vigile se déplace en 30 minutes.

Par conséquent, une ronde toutes les 3 heures paraît peu adaptée en cas de panne du système de télésurveillance.

Comme l'indique l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 juillet 2023, l'exploitant doit mettre en place une surveillance physique sur site afin d'assurer le gardiennage et le contrôle d'accès.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des dispositions prévues par l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 juillet 2023, une présence permanente sur site, pendant la durée du dysfonctionnement de la télésurveillance, est nécessaire.

L'exploitant modifie sa procédure de fonctionnement en mode dégradé afin d'en tenir compte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Entretien de la zone de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Registre

**Prescription contrôlée :**

Le hangar est nettoyé régulièrement et *a minima* une fois par semaine. Ce nettoyage est tracé dans un registre qui précise, le nom de l'opérateur, la date du nettoyage et les éventuelles anomalies.

Toute palette abîmée, sac déchiré ou déchets d'emballage est retiré au cours du nettoyage.

**Constats :**

<p><b>Document consulté :</b> registre de nettoyage du hangar extérieur.</p> <p>Le registre de nettoyage du hangar extérieur indique que les nettoyages ont été réalisés, au cours de l'année 2024 ainsi que pour le début d'année 2025, sur une périodicité mensuelle.</p> <p>Pourtant, l'arrêté préfectoral complémentaire indique que le hangar doit être nettoyé régulièrement et <i>a minima</i> une fois par semaine.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin de respecter les prescriptions applicables au site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 9 : Mise à jour de l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2017, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modifications notables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R512-33 du code de l'environnement. <b>Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières</b>, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à des modifications notables au cours de l'année 2023, il a notamment modifié l'emplacement des stockages d'engrais à base de nitrates d'ammonium.</p> <p>Ces modifications ont fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance en date du 3 mars 2022. En outre, l'exploitant a transmis, sous forme numérique, les modifications apportées à l'étude de dangers. Néanmoins, l'inspection des installations classées ne dispose pas à ce jour de l'étude de dangers, <b>sous format numérique</b>, à jour et englobant les dernières modifications.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, une version numérique complète de son étude de dangers à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Lutte incendie et prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le hangar est équipé d'extincteurs appropriés au risque à combattre, conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les produits stockés. Ces extincteurs sont en nombre suffisant (2 au minimum).  Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 13 mars 2025, le hangar où sont stockés les engrais à base de nitrate d'ammonium, disposait d'au moins deux extincteurs. En outre, d'après le registre et les étiquettes présentes sur les extincteurs, ces derniers ont été vérifiés, le 24 mai 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Murs REI et portes EI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2004, article 33.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Murs REI et portes EI
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 33.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2004</b> Les cellules de stockages 1 à 3 sont conçues suivant les caractéristiques énoncées dans l'article 2.1 (corps d'arrêt), les séparations étant constituées de murs classé REI 120 (coupe-feu 2 h ), les sols et plafonds (cellules 2 et 3) étant également REI 120.  Les portes intérieures sont classées EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.  Les portes donnant vers l'extérieur sont classées RE 30 (pare-flammes de degré 1/2 heure). [...].  <b>Article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2004</b> Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 08 décembre 2003 et complété le 27 juillet 2004.  <b>Article 28 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2004</b> Si nécessaire, l'exploitant tient à jour l'étude de dangers de son établissement figurant au dossier de demande d'autorisation [...].

## Mise à jour de l'étude de dangers - version octobre 2010

Recoupements coupe-feu :

[...]

Des recoupements coupe-feu ont été aménagés entre les différentes zones de stockage :

- mur REI 120 et portes EI60 entre la zone 1 et les bureaux,
- mur REI 120 entre la zone 1 et la zone 2,
- **mur, plafond REI120 et portes EI60 isolant les zones 2 et 3 des autres zones,**
- mur REI 120 et porte EI60 entre la zone 4 et la zone 5,
- mur REI120 de 2 m de hauteur sur le pourtour de la zone 5,
- mur REI120 et plafond ignifugé pour le local incendie.

## Constats :

**Document consulté :** mise à jour de l'étude de dangers - version octobre 2010

Lors de la visite d'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les éléments suivants :

- justification que les murs des cellules 2 et 3 sont REI 120,
- que le plafond des cellules 2 et 3 sont REI 120,
- que les portes donnant sur l'extérieur sont EI60 comme l'indique son étude de dangers.

En ce qui concerne les portes coulissantes des cellules 2 et 3, l'inspection a constaté sur les étiquettes présentes sur celles-ci, les indications suivantes :

- CF : 1h,
- PF : 1h30.

D'après les équivalences trouvées, les portes **coulissantes** seraient EI60.

En outre, l'exploitant n'a pas non plus été en capacité de fournir les éléments pour les autres murs et plafonds des autres zones (cellule 1, local incendie...).

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les éléments attestant que les murs et les plafonds sont REI 120 **pour les cellules 2 et 3** qui concentrent les zones de dangers les plus sensibles de l'installation (produits inflammables et produits toxiques). En outre, il apporte également les éléments montrant que les portes donnant sur l'extérieur sont EI60, comme le prévoit la mise à jour de l'étude de dangers (mise à jour en octobre 2010).

L'exploitant apporte également les justificatifs en ce qui concerne les autres zones ou cellules :

- mur REI 120 et portes EI60 entre la zone 1 et les bureaux,
- mur REI 120 entre la zone 1 et la zone 2,
- mur REI 120 entre cellule 1 et cellule 2 (si zone 1 est différente de cellule 1)

- sols, mur, plafond REI120 des zones 2 et 3
- sols, mur, plafond REI120 des cellules 2 et 3 (si zones 2 et 3 différentes de cellules 2 et 3)
- portes EI60 isolant les zones 2 et 3 des autres zones,
- mur REI 120 et porte EI60 entre la zone 4 et la zone 5,
- mur REI120 de 2 m de hauteur sur le pourtour de la zone 5,
- mur REI120 et plafond ignifugé pour le local incendie.

Enfin, lors de la prochaine mise à jour de son étude de dangers, l'exploitant met en cohérence la terminologie de son arrêté préfectoral et celle de son étude de dangers (utilisation du terme cellule au lieu de zone par exemple).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 12 : Détection incendie pour le stockage d'engrais à base de nitrates d'ammonium

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 33.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

**Prescription contrôlée :**

##### **Article 33.5 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2005**

Des détecteurs d'incendie sont répartis dans chaque cellule en nombre suffisant et adapté à la nature du feu redouté. Les indications de ces détecteurs sont reportées en salle de contrôle ou en salle de garde et actionnent dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuel. Ces informations sont reportées à une société de télésurveillance.[...].

##### **Point 4.3.1 de l'annexe I, de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702**

Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.

**Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.**

**Constats :**

Par un dossier de "porter à connaissance", en date du 3 mars 2022, l'exploitant a informé Monsieur Le Préfet d'un changement de la zone de stockage des engrais à base de nitrate d'ammonium.

Cette modification notable a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, en date du 31 juillet 2023.

Lors de la visite d'inspection du 13 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les engrais à base de nitrate d'ammonium sont stockés à l'extérieur à l'air libre sous un auvent dont deux faces sont ouvertes en permanence sur l'extérieur.

Par conséquent, la détection incendie automatique n'est pas requise pour ces stockages d'engrais à base de nitrate d'ammonium.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Travaux - permis feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 5.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Les travaux par point chaud, dans la zone du hangar et à proximité, sont interdits sauf en cas d'établissement d'un permis de feu.

**Constats :**

**Document consulté :** exemple de permis de feu vierge.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu l'occasion de mettre en œuvre un permis de feu dans le cadre de travaux à proximité du hangar où sont stockés les engrais à bases de nitrates d'ammonium.

En outre, l'exploitant a transmis un exemplaire de permis de feu vierge à l'inspection des installations classées.

**L'inspection des installations classées s'est bornée à vérifier la simple présence d'un permis de feu.**

Néanmoins, une lecture du permis de feu transmis fait apparaître que certains éléments pourraient être utilement ajoutés. Par exemple, la brochure de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité) sur le permis de feu d'août 2019 et de référence ED 6030, indique dans l'étape de préparation de procéder à un nettoyage de la zone (éliminer déchets, couches et tas de poussières, dépôts gras...) ou encore un balisage de la zone.

Ces deux éléments ne sont pas présents dans l'exemplaire de permis de feu transmis.

L'exploitant pourra utilement regarder l'opportunité de mettre à jour son permis de feu en y ajoutant ces éléments ou ceux qu'il estimera utiles.



Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 14 : Plan du site**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 12.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
---

**Prescription contrôlée :**

A la date de la mise en exploitation des nouveaux stockages, l'exploitant met à jour les plans du site en y intégrant le nouvel emplacement de stockage des engrais à base de nitrates d'ammonium.

**Constats :**

Le plan du site consulté par l'inspection lors de la visite d'inspection tient compte des dernières mises à jour et notamment le déplacement du stockage des engrais à base de nitrates d'ammonium.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 15 : Plan d'opération interne - stockage engrais à base de nitrates d'ammonium**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 34.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
---

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI) qui définit les mesures d'organisation [...]. Le plan est transmis au Préfet, au service d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées (en deux exemplaires). [...]. Le plan d'opération interne est mis à jour [...] à l'occasion de l'actualisation de l'étude de dangers et de toute modification notable des installations.

**Constats :**

L'exploitant a procédé à la mise à jour de son POI de manière ponctuelle après la mise en place de la nouvelle zone de stockage des engrais à base de nitrates d'ammonium (uniquement de quelques pages).

Toutefois, cette mise à jour ponctuelle n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées qui dispose de la version 14 (année 2022) sans la mise à jour de certains points en version 15.

En outre, le plan présent dans le POI, pour la partie stockage des engrais à base de nitrates d'ammonium, n'indique pas clairement qu'il s'agit de plusieurs îlots de 30 tonnes et la quantité maximale qui est de 800 tonnes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une version à jour de son plan d'opération interne (en version numérique et papier).

En outre, il modifie la légende du plan présent dans le POI, pour les engrais à base de nitrates d'ammonium.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 16 : Plan d'opération interne - exercices**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 34.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI) qui définit les mesures d'organisation [...]. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas 3 ans[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Document consulté :</b> compte rendu d'exercice POI de 8 novembre 2024.</p> <p>Le dernier exercice POI a été réalisé le 8 novembre 2024 et avait pour scénario le dysfonctionnement d'un chariot élévateur entraînant un incendie sous le hangar.</p> <p><b>Le plan d'opération interne a donc été testé, il y a moins de 3 ans.</b></p> <p>En ce qui concerne le compte rendu de l'exercice POI, celui-ci appelle quelques remarques de la part de l'inspection.</p> <p>En effet, le compte-rendu de l'exercice POI ne mentionne pas réellement les points atteints ou non atteints, lors de l'exercice. En outre, il ne précise pas les conditions météo le jour de l'exercice (vitesse du vent et direction, ciel dégagé ou encombré, pluie, bruine, brouillard...), mais indique simplement qu'il s'agit des conditions météorologiques réelles. En outre, il ne fait pas vraiment de synthèse des points à améliorer (points forts, axes d'amélioration...) et ne précise pas les informations remontées (remarques), lors du débriefing de fin d'exercice.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Entretien des décanteurs-séparateurs hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Curage et alarme de niveau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs</p>

dispositifs décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent.

Le bon fonctionnement de ces dispositifs décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures fait l'objet de vérifications **quinquennales** lorsqu'il est équipé d'un système d'alarme de niveau. A défaut de système d'alarme de niveau, les vérifications sont **annuelles**.

L'alarme de niveau équipant les dispositifs décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures afin d'alerter l'exploitant en cas de saturation est vérifiée **a minima** annuellement par un opérateur habilité.

La signalisation, en cas de saturation des dispositifs décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, est sonore et optique.

#### Constats :

L'exploitant a indiqué procéder à des vérifications **quinquennales** de ses décanteurs-séparateurs. En outre, il a également indiqué procéder à des visites de sécurité mensuelle dont l'un des points consiste à vérifier que les alarmes des décanteurs-séparateurs ne sont pas déclenchées (led sur position "vert").

Toutefois, ces visites de sécurité consistent en une simple vérification visuelle de la position "led verte" pour chaque décanteur-séparateur et non en une vérification de la "mécanique" du système d'alarme de niveau afin de s'assurer que ce système d'alarme fonctionne correctement (pas de problème au niveau de la sonde de détection) en cas de souci sur les décanteurs-séparateurs (curage à réaliser).

**NOTA :** D'après les éléments techniques en notre possession l'alarme de niveau haut se déclenche lorsque l'eau vient au contact d'une sonde mesurant la conductivité : il conviendra de s'assurer en fonction du modèle des décanteurs-séparateurs présents sur site qu'il s'agit bien de ce type de système.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place une vérification du système d'alarme de niveau des décanteurs-séparateurs présents sur site.

Le mode opératoire, pour la vérification de l'alarme, est transmis à l'inspection des installations classées, sous deux mois, ainsi que les documents techniques relatifs aux deux décanteurs-séparateurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 18 : Classement rubrique 2925

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/03/2025, article R511-9, Annexe

**Thème(s) :** Situation administrative, Poste de chargement batterie

**Prescription contrôlée :**

## Rubrique 2925

Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :

1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW

2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs

<sup>(1)</sup> **Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers**

### Constats :

L'exploitant a indiqué posséder 4 chargeurs afin de recharger les batteries de ses engins de manutentions utilisés pour ses activités.

L'exploitant n'a pas fourni, à ce stade, les éléments techniques permettant de déterminer avec certitude la puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.

Néanmoins, l'inspection des installations classées a consulté les plaques "fabricants" présentes sur les chargeurs. Celles-ci indiquent les éléments suivants :

Chargeur 1

- **Output -> 48 V / 80 A**
- Input -> 400 V / 8.4 A

Chargeur 2

- **Output -> 24 V / 30 A**
- Input -> 230 V / 5 A

Chargeurs 3 et 4 (identiques)

- **Output -> 29.4 V VDC / 12 ADC**
- Input -> 100 - 240 VAC / 5A

D'après les estimations de l'inspection des installations classées, cela correspond à une puissance totale de charge délivrable cumulée de :  $(48 \times 80 + 24 \times 30 + (29.4 \times 12) \times 2) = 5265.6 \text{ W}$  soit **5,27 kW**.

D'après ces éléments, l'installation n'est pas classée au titre de la rubrique 2925.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant détermine la puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des

infrastructures des ateliers et transmet les éléments l'attestant à l'inspection des installations classées (calculs, notice des appareils...).

En outre, la réponse de l'exploitant précise le nombre d'équipements présents sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois